



Rapport de gestion 2025 de l'Initiative des villes pour la politique sociale

1. Points forts de politique sociale

En 2025, l'Initiative des villes pour la politique sociale a traité plusieurs thèmes clés de politique sociale, en particulier :

Brochure sur le crack et autres drogues

La consommation de drogues, notamment le crack et la cocaïne, dans l'espace public est un sujet qui préoccupe de plus en plus les villes. Au printemps, l'Initiative des villes a publié un guide qui regroupe des exemples tirés de treize grandes et petites villes ainsi que du canton de Soleure qui ont mis en place des moyens pour faire face à la tension croissante dans l'espace public et aux défis sociopolitiques liés à cette problématique. Les constats compilés par Stefanie Knocks, autrice de l'étude, rendent un instantané de la situation en Suisse et peuvent servir d'inspiration à d'autres villes pour trouver leurs propres solutions. Le guide a été distribué à raison de 400 exemplaires (en allemand) et 200 exemplaires (en français) aux villes membres ainsi qu'aux partenaires.

Logement

Le chapitre spécial du rapport sur les indicateurs, auquel participent vingt villes, était consacré cette année au logement, plus précisément à la situation des bénéficiaires de l'aide sociale qui ont beaucoup de mal à trouver un logement à loyer abordable ou qui vivent dans la crainte de perdre leur logement. L'analyse montre également que les services sociaux sont de plus en plus confrontés à la fragilité du logement des personnes soutenues, ce qui pèse également sur les ressources en personnel.

2. Assemblées et événements

Ces deux thématiques ont aussi fait l'objet des assemblées de printemps et d'automne. Intitulée « Crack, cocaïne et autres. Comment le social et la sécurité peuvent travailler ensemble », l'assemblée de printemps à Saint-Gall a été organisée en coopération avec la Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses. Une centaine de membres des deux sections de l'Union des villes suisses ont participé à ce colloque. Parmi les intervenants, Frank Zobel, vice-directeur d'Addiction Suisse et fin connaisseur du marché suisse des drogues, a expliqué l'évolution de ce marché à l'échelle nationale et internationale. La doctoresse Louise Penzenstadler, de la Société suisse de médecine de l'addiction, a illustré les effets de la consommation de substances sur la santé mentale des personnes dépendantes.



L'assemblée d'automne à Morges, consacrée au thème du logement, a également suscité un grand intérêt puisque septante personnes étaient présentes, soit un nombre supérieur à la moyenne. Dans leurs exposés, la professeure Michelle Beyeler, également autrice du chapitre consacré au logement dans le rapport sur les indicateurs 2024 de l'Initiative des villes, ainsi que Giada de Coulon et Frédérique Leresche, de la Haute école de travail social de Fribourg, ont mis en lumière les difficultés qui pavent le travail de l'aide sociale lorsqu'il s'agit de trouver ou de conserver un logement dans le contexte d'un marché immobilier de plus en plus tendu.

Le programme des deux assemblées prévoyait des ateliers permettant aux participants d'approfondir les sujets à l'aide d'exemples de bonnes pratiques appliquées dans des villes suisses, d'aborder diverses questions et d'échanger des expériences. Très appréciée depuis des années, cette formule a également connu un grand succès en 2025. À ce stade, il n'est donc pas considéré comme urgent de revoir le format des assemblées.

3. Consultations

Durant l'année sous revue, l'Initiative des villes a pris position dans le cadre des consultations suivantes :

- La pauvreté n'est pas un crime
- Programme d'allégement budgétaire de la Confédération
- Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) : encouragement des bénéficiaires du statut S à travailler
- Loi fédérale sur les produits cannabiques (soutien à l'avis favorable de comités d'experts)
- Dossier UE
- Adaptation des allocations familiales
- Réglementation spéciale pour les voyages à l'étranger (statut S)
- Convention de La Haye sur les aliments
- Normes CSIAS - Améliorer la situation des enfants et des jeunes bénéficiaires de l'aide sociale

4. Participation à et collaboration avec des organes (socio-)politiques

L'Initiative des villes est une section de l'Union des villes suisses. La collaboration entre les deux institutions est très étroite, notamment dans les contacts avec la politique et l'administration fédérale. Durant l'année sous revue, l'Initiative des villes pour la politique sociale a une fois encore pu faire valoir efficacement ses revendications clés au niveau fédéral grâce à sa coopération avec d'autres organisations (socio-)politiques. L'Initiative des villes pour la politique sociale siège au sein des associations et organes suivants :

- Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS (Comité et Commission consultative CoCo)



- Collaboration interinstitutionnelle CII (comité de pilotage, comité de développement et de coordination)
- Commission fédérale pour les questions de migration
- Dialogue national sur la politique sociale
- Charte Aide Sociale
- Plateforme nationale contre la pauvreté (groupe d'accompagnement et groupes de projet)
- Monitoring national de la pauvreté
- Modernisation de la Statistique suisse de l'aide sociale (groupe de pilotage et groupes de travail)
- Groupe de travail Suivi du système d'asile
- Groupe de travail Réinstallation

L'Initiative des villes pour la politique sociale entretient d'excellentes relations également avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et l'Association des communes suisses (ACS).

Un changement à noter : Daniel Knöpfli, responsable des services sociaux de Kloten et actuel président de la CII, a été désigné pour succéder à Reto Kämpfer en tant que représentant de l'Initiative des villes pour la politique sociale au sein de la Commission consultative de la CDAS.

Adhésions : L'Initiative des villes est désormais membre du European Social Network (ESN).

5. Rapport sur les indicateurs

Le rapport sur les indicateurs 2024 (cf. ci-dessus) intègre à nouveau les quatorze villes de Berne, Zurich, Winterthour, Uster, Bienne, Lausanne, Zoug, Coire, Lucerne, Schaffhouse, Bâle, Schlieren, Saint-Gall et Wädenswil. Les cinq villes de Neuchâtel, Sion, Yverdon, La Chaux-de-Fonds et Fribourg participent à un groupe romand qui permet également l'analyse sur ces indicateurs. La statistique de l'aide sociale élaborée par l'OFS doit être modernisée à partir de 2026. Les premières ébauches du nouveau système ont été présentées en 2025 et discutées avec les responsables du projet de l'initiative des villes.

6. Comité et direction : changements au niveau du personnel et de l'organisation

Lors de l'assemblée de printemps du 23 mai, le plénum de l'Initiative des villes pour la politique sociale a élu Ursina Anderegg (ville de Berne), Melanie Setz (ville de Lucerne) et Natasha Pittet (ville de Bienne) pour siéger au Comité de l'association, dont le nombre de membres passe ainsi à huit (contre six jusqu'en 2024).

Le Comité est actuellement composé de :



- Nicolas Galladé, président, PS, ville de Winterthour, depuis 2010, comité préparatoire
- Emilie Moeschler, vice-présidente, PS, ville de Lausanne, depuis 2021, comité préparatoire
- Raphael Golta, PS, ville de Zurich, depuis 2014
- Mirjam Ballmer, Verts, ville de Fribourg, depuis 2021
- Sonja Lüthi, PVL, ville de Saint-Gall, depuis 2018
- Natasha Pittet, FDP (PRR), ville de Bienne, depuis 2025
- Melanie Setz, PS, ville de Lucerne, depuis 2025
- Ursina Anderegg, Les Verts, ville de Berne, depuis 2025

Membres avec voix consultative (sans droit de vote)

- Karin Landolt, directrice (procès-verbal), comité préparatoire
- Franziska Ehrler, Union des villes suisses
- Thomas Birchler, GT Responsables administratifs, GT Indicateurs, comité consultatif de la direction, comité préparatoire
- Christelle Joly, Coordination Romande, comité préparatoire

Le Comité s'est réuni à six reprises en 2025, dont une fois avec le groupe de travail des responsables administratifs.

Directrice générale de longue date, Katharina Rüegg a quitté l'organisation au mois de mai. Le président Nicolas Galladé lui a rendu un hommage mérité lors de l'assemblée de printemps.

La relève a été assurée dès juin par Karin Landolt, laquelle organise et modère les assemblées depuis plusieurs années et qui avait remplacé Katharina Rüegg lors d'un voyage à l'étranger. Dans le cadre de l'augmentation de son taux d'occupation encore approuvée au printemps, Thomas Birchler, actuel responsable du GT Responsables administratifs et du rapport sur les indicateurs, assume désormais en plus des tâches d'assistance technique à la direction.

Ces changements au niveau du personnel ont été l'occasion d'examiner en détail l'organisation et la structure de l'association. Un « comité préparatoire » a été mis en place afin de renforcer les échanges sur les questions politiques et opérationnelles ainsi que les relations entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Il comprend le président Nicolas Galladé, la vice-présidente Emilie Moeschler, la directrice Karin Landolt, la responsable de la Coordination romande Christelle Joly et le responsable technique Thomas Birchler. Le comité préparatoire se réunit avant chaque séance du Comité.



7. Effectif des membres en 2025

Total des membres au 31.12.2025 : 64

Adhésions en 2025 : 3

Sorties : 1

Adhésions : Opfikon (dès le 1.1), Altdorf (dès le 1.31.1), Montreux (dès le 1.1)

Sortie : Kreuzlingen (au 31.12.)

*Pour le rapport de gestion de l'Initiative des villes pour la politique sociale, Karin Landolt,
10.3.2025*

8. Rapport annuel du Groupe de travail et du Bureau Responsables administratifs

Groupe de travail et Bureau Responsables administratifs

Le groupe de travail (GT) Responsables administratifs de l'Initiative des villes pour la politique sociale tire le bilan d'une année intense et riche en événements. Lors des trois séances tenues durant l'année sous revue (à Bienne, à Berne et une fois en distanciel), les membres du groupe ont examiné les principaux défis qui caractérisent actuellement la politique sociale urbaine. Il a été question principalement d'approches innovantes en matière de prévention, de questions de santé mentale et de la situation de plus en plus délicate en matière de logement dans les villes suisses.

Thèmes prioritaires de l'année

En 2025, le GT Responsables administratifs a examiné en particulier des conceptions qui vont au-delà du simple soutien matériel et favorisent une participation sociale durable.

Aide à bas seuil et prévention

Le projet « Tello » de la commune de Thalwil a été présenté comme un bon exemple de conseil peu bureaucratique et de prêts sans intérêts dans les quartiers résidentiels. Il a pour objectif d'identifier à un stade précoce et d'apaiser les situations d'urgence sociale.

Santé mentale

Les résultats d'une étude qualitative ont montré qu'environ un quart des bénéficiaires de l'aide sociale souffrent de troubles psychiques graves. À la suite d'un examen approfondi du thème en 2024 au sein de l'initiative des villes, le groupe de travail a discuté de la mise en place de structures de soins intégrées et du projet pilote « Soziale Rezepte » de la ville de Zurich, lequel oriente les personnes concernées vers des activités de loisirs favorables à la santé.

Enfants et adolescents à l'aide sociale

L'étude BASS a clairement montré que les lacunes systémiques au niveau de la sécurité matérielle affectent en particulier les familles nombreuses. L'augmentation des forfaits



pour des prestations spécifiques aux enfants décidée par la CDAS a été reconnue comme une étape importante. Des représentants de la ville d'Uster et du canton de Glaris ont détaillé les moyens mis en œuvre dans leurs services sociaux pour accorder l'attention requise aux enfants et aux jeunes. En complément, le programme de mentorat « Future Kids » de l'AOZ a été présenté comme un modèle efficace pour favoriser des opportunités d'éducation et de développement.

Focus sur le logement : conclusions tirées du rapport sur les indicateurs 2024

Le rapport sur les indicateurs 2024 met en évidence la situation tendue sur le marché du logement et ses répercussions directes sur l'aide sociale. La présentation du rapport à l'automne 2025 a également suscité beaucoup d'intérêt dans les médias. L'offre de logements à loyers abordables et de logements sociaux est jugée « beaucoup trop faible » dans presque toutes les villes. Sur les vingt services sociaux interrogés, seize font état d'une augmentation du nombre de personnes menacées de perdre leur logement. La situation est particulièrement précaire pour les familles et les personnes ayant besoin de soutien en matière de logement. On constate également que les services sociaux doivent de plus en plus assumer le rôle de gestionnaires de crise. En conclusion, il est recommandé de développer les offres d'accompagnement au logement, de prendre des mesures préventives pour éviter les expulsions et de renforcer l'intervention politique en faveur de logements à loyers abordables.

Réseau international et dialogue professionnel

En 2025, le GT Responsables administratifs a pu encore consolider son rôle de plateforme d'échanges au niveau international. Les membres ont choisi le Danemark comme destination pour leur voyage d'étude prévu à l'automne 2026. De plus, la participation au colloque de l'ESN (European Social Network), à Aarhus, a permis d'approfondir le dialogue professionnel sur les stratégies transfrontalières en matière de protection de l'enfance.

CSIAS et Initiative des villes

Le forum CSIAS et Initiative des villes qui s'est tenu en juin à la Volkshaus de Zurich avait pour thème l'implication du personnel dans l'introduction de systèmes numériques pour la gestion des dossiers. L'événement a suscité un vif intérêt.

Le GT Responsables administratifs a également participé à l'évaluation de l'offensive de formation continue pour les bénéficiaires de l'aide sociale (FSEA) lancée par la CSIAS, dans le but de perfectionner cet instrument d'ici 2035.

Développement organisationnel

Dans le cadre des élections de juin, Thomas Birchler a été confirmé dans ses fonctions de président et Luzia Gisler dans celles de vice-présidente du GT Responsables administratifs. Thomas Michel (Bienne), membre de longue date et très engagé au sein du



groupe de travail et du bureau, a démissionné en juin. Anne Birk (Berne) a été nouvellement élue au bureau. Plusieurs membres ont quitté le groupe de travail et d'autres y sont entrés à la fin de l'année.

Statistiques et qualité des données

La modernisation en cours de la statistique de l'aide sociale par l'Office fédéral de la statistique (OFS) marque une étape déterminante. Le passage à des livraisons mensuelles de données permettra à l'avenir une meilleure comparabilité et des analyses approfondies de la situation financière des bénéficiaires de l'aide sociale. Le nouveau portail de l'OFS devrait être opérationnel dès 2026 et servir de base contraignante pour le pilotage politique à partir de 2027.

Thomas Birchler, responsable du GT Responsables administratifs et du rapport sur les indicateurs, 2.2.26

9. Réseau Romandie

Le Groupe de travail Romandie, a poursuivi son travail en 2025. Les villes suivantes en sont membres : Neuchâtel (présidence), Bienne, Yverdon-les-Bains, Sion, Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg. Deux matinées de travail ont eu lieu en 2024. Le travail sur les indicateurs de l'aide sociale a continué, et sera poursuivi pour les indicateurs de 2025.

Pour la première fois, les villes ont participé au chapitre spécial consacré au logement dans le rapport sur les indicateurs de l'aide sociale 2024. Cela a enrichi l'analyse et permis une meilleure représentativité des villes au niveau suisse, complétant les 14 villes participant au rapport. La participation romande au chapitre spécial du rapport sur les indicateurs 2025 est déjà prévue. Le groupe de travail permet également des échanges fructueux entre les responsables des services sociaux des villes membres, Michelle Beyeler, de l'Université de Zürich, et Luzius von Gunten, de l'Office fédéral de la statistique.

Le Groupe de travail Romandie s'est également impliqué dans les discussions autour de la modernisation de la statistique sociale.

Plusieurs villes romandes se sont investies et ont contribué à la réussite de l'assemblée d'automne à Morges, sur le thème du logement, en participant à l'élaboration du programme ou en proposant des ateliers sur des projets innovants.

Christelle Joy, coordination réseau Romandie, 20.1.26



10. Perspectives

Les thèmes et projets suivants ont été définis pour 2026 :

Assemblées

- Renforcement de l'accueil extrafamilial des enfants (Coire)
- Non recours aux prestations sociales (Lausanne), en collaboration avec la Plateforme nationale contre la pauvreté.

Rapport sur les indicateurs

- Modernisation de la statistique de l'OFS et répercussions sur le concept actuel du rapport
- Rapport sur les indicateurs : chapitre spécial consacré aux familles monoparentales

Divers :

Relancement du site web (après relancement UVS)